

# REVUE DE PRESSE – HELVETIA LATINA

## MAI 2014

Jeudi 01.05.2014 - L'Hebdo

[www.hebdo.ch](http://www.hebdo.ch)

**«La guerre *Der Sprachenstreit* des langues *eskaliert* est déclarée »**

**Dans les cantons de Suisse alémanique, les initiatives pour ne conserver qu'une seule langue « étrangère » à l'école primaire se multiplient. La place du français est menacée.**

michel.guillaume@hebdo.ch

A Willisau, la réponse à la question qui fâche « s'il ne reste qu'une langue en primaire, laquelle sera-ce ? » est « L'anglais, bien sûr, parce que c'est la langue universelle. Et la Suisse est un pays globalisé, ouvert au monde ».

Willisau vient d'approuver l'initiative « Contre l'immigration de masse » à 56,5% le 9 février dernier.

Selon Mathias Kunz, enseignant secondaire - qui est pour « une seule langue étrangère à l'école » - le problème est donc « uniquement pédagogique ». Nous retrouvons le même psychodrame linguistique à Schaffhouse, relayé par un enseignant, le député Vert 'libéral Heinz Rether. Selon lui, « L'anglais et le français, c'est « too much » pour un tiers des élèves qui ne suivent plus ».

Qu'en est-il de la « *Willensnation* » (nation de volonté) que les Alémaniques se plaisent à encenser lors de la fête fédérale du 1<sup>er</sup> Août ? Heinz Rether ne veut pas dramatiser « Croyez-vous vraiment que la Suisse s'effondrerait si on privilégiait l'anglais comme première langue étrangère chez nous, comme en Suisse romande ? »

La Suisse revit une guerre des langues qui ne dit pas son nom. Pas uniquement Lucerne et Schaffhouse mais Nidwald, la Thurgovie, les Grisons et Bâle-Campagne ont entamé des démarches qui remettent en question l'apprentissage de deux langues « étrangères » à l'école primaire. Outre-Sarine, l'on peut entendre le même refrain « L'anglais, c'est la langue de l'économie et de la recherche ».

Les valeurs suisses, ciment du pays, se lézardent. Les cantons riches ne veulent plus soutenir les plus pauvres dans le cadre de la péréquation financière. Les cantons alémaniques ne voient plus l'intérêt d'apprendre le français, langue jugée « rébarbative » dont les subtilités grammaticales et

orthographiques sont décourageantes.

Il ne faut pas oublier que le français est l'une des langues officielles de l'ONU, de l'Union européenne ou encore du CIO.

Par ailleurs, le fossé qui se creuse ne se limite pas au simple Röstigraben mais se situe du côté de la Reuss, la rivière du massif du Gothard qui se jette dans l'Aar. Donc, à l'Ouest 6 cantons à cheval sur la frontière linguistique (BS, BL, SO, BE, FR et VS) qui privilégient encore le français à l'école primaire dès la 3<sup>ème</sup> année. A l'Est, les cantons donnent la priorité à l'anglais. Mais des deux côtés du « Reussgraben », l'écrasante majorité des cantons dispense les deux langues en primaire (*voire carte de la Suisse linguistique en dernière page de la RP*).

L'harmonisation du plan d'études (Lehrplan 21), passe très mal dans certaines parties du pays. Certains milieux politiques, comme l'UDC, voient dans cette harmonisation une perte de l'autonomie des cantons en matière d'instruction publique et le débat sur les langues est la goutte qui fait déborder le vase. En Suisse romande, l'on peut ressentir l'écoeurement de certains politiciens.

« Que serait la Suisse alémanique sans les Romands et les Suisses italiens ? interroge l'ex-conseiller fédéral Pascal Couchepin. Une province de l'Allemagne, d'une certaine manière. » Isabelle Chassot – cheffe de l'Office fédéral de la culture – abonde dans ce sens. « Ce ne serait même pas une Suisse en miniature. Il lui manquerait tout ce qui fait l'identité de ce pays : le respect des minorités, la compréhension de la diversité, la recherche du consensus et l'importance des équilibres. »

Pascal Couchepin s'irrite de l'attitude des Alémaniques qui ont tendance à considérer les Latins comme des minorités négligeables. Selon lui, ce débat sur les langues est un coup de canif dans un système très délicat qui peut en supporter un, deux ou trois peut-être. Mais à la fin, la blessure risque d'être incurable.

« A Lucerne, la 1<sup>ère</sup> volée d'élèves ayant étudié anglais et français en primaire n'achève sa scolarité que cet été » précise Charles Vincent à la DIP lucernoise. « En français, les résultats sont stables » relève-t-il encore.

Les enseignants frondeurs n'ont donc aucune base scientifique pour étayer leurs dires.

Le président de la CDIP, le conseiller d'Etat bâlois

Christoph Eymann, a le mérite de tenir un discours clair : « Non, je ne crains pas de guerre des langues. Il n'est pas question d'abandonner la deuxième langue « étrangère » à l'école primaire » et « il ne faut pas risquer un fossé linguistique à la belge ». Il va donc prêcher la cohésion nationale auprès des sociétés alémaniques d'enseignement. « Je suis d'accord d'envisager des dispenses individuelles, mais pas généralisées » dit-il.

Les bases juridiques sont : la nouvelle mouture de l'article 62 de la Constitution qui stipule l'harmonisation des objectifs pédagogiques (HarmoS) – en cas de mésentente, le pouvoir de légiférer revient au ministre de l'Intérieur, Alain Berset. Quant à l'article 15 de la loi fédérale sur les langues en vigueur depuis 2010, il encourage clairement les compétences dans une deuxième langue nationale. Alain Berset privilégiera la cohésion nationale. Pour Isabelle Chassot, adopter l'anglais comme langue de communication est incongru, inimaginable même. « Raisonner ainsi, c'est réduire une langue à son aspect utilitaire, alors qu'elle comporte aussi des aspects culturels : elle reflète l'environnement de ceux qui la parlent, leur vision du monde, leurs mécanismes de pensée, leurs traditions. »

Une chose est sûre. La CDIP, les cantons et les enseignants ont intérêt à résoudre cette question avant qu'elle ne suscite une initiative populaire au niveau fédéral. Dans la rue, à Willisau comme ailleurs, le débat est si émotionnel que personne ne donne cher de la cohésion nationale si on devait en arriver là.

Au Tessin : l'apprentissage du français commence en 5<sup>ème</sup> année scolaire (vers 9 ans), suivi de l'allemand 4 ans plus tard. En 10<sup>ème</sup> année (14 ans), le français devient facultatif pour laisser la place à l'anglais. « L'objectif de ce système, qui a été mis en place par étapes depuis l'année scolaire 2004-2005, est de ne pas avoir trois langues imposées en même temps » précise Manuele Bertoli – directeur du Département de l'éducation, de la culture et du sport tessinois. Cet enseignement intense et plus tardif n'est pas remis en cause. « Notre modèle est bon, mais il ne faut pas croire qu'il permet à tous de terminer l'école obligatoire avec une connaissance complète des langues ».

Berne fait partie des 6 cantons de l'association

	<p>Passepartout privilégiant le français (dès la 3<sup>ème</sup> année depuis 2011), et l'anglais dès la 5<sup>ème</sup> depuis 2013. « Les enfants ne sont ni stressés ni dépassés » dit Margreth Däscher, cheffe de projet à la Direction de l'instruction publique (DIP). Le canton bilingue tente de rapprocher les méthodes d'enseignement des deux langues. « Il est important de mettre les langues en réseau plutôt que de les additionner », souligne Margreth Däscher.</p>
--	--

Lundi 19.05.2014

<p><a href="http://www.domainepublic.ch">www.domainepublic.ch</a></p> <p><b>« Gruezi les petits »</b></p> <p><b>Après Zürich, Argovie est le second canton à bannir l'allemand des écoles enfantines au profit du dialecte</b></p>	<p>Une initiative déposée par les Démocrates suisses du Grand Conseil argovien – demandant l'usage exclusif du dialecte (<i>Mundart</i>) dans les écoles enfantines du <i>Mittelkanton</i> - et soutenue par 3'673 signatures, a recueilli 121'587 suffrages, soit 55,5% lors des votations du 18.05.14. Ceci malgré la recommandation du Grand Conseil de rejeter cette initiative (refusée en décembre dernier par 92 voix contre 34).</p> <p>Argovie imite donc Zurich et le dialecte sera donc désormais la langue d'enseignement dans les premières années de scolarité.</p> <p>Selon les partisans, cette initiative est particulièrement efficace pour préserver une identité culturelle en ces temps de mondialisation accélérée et de tendance générale à la diversité. Cependant, les partisans de la mixité des langues dès l'école enfantine, constatent que les plus jeunes apprennent le dialecte et l'allemand, bien souvent en plus d'une autre langue pratiquée à la maison, sans difficulté. Ceci est un avantage précieux pour leur scolarité, leur future vie professionnelle et leur intégration sociale.</p> <p>Dans 17 des 21 cantons alémaniques, cette argumentation est de taille. Partout où cette initiative prescrivant l'usage exclusif du dialecte a été lancée, elle a échoué, sauf à Zurich et en Argovie.</p> <p>Le <i>Mundart</i> tend à passer de l'oral à l'écrit mais reste encore dans la sphère privée. Les messages sur les réseaux sociaux, les sms sont de plus en plus formulés en dialecte. Même si les lettres officielles s'écrivent en bon allemand, la presse écrite se hasarde au dialecte, même en dehors des périodes de carnaval. Swatch a même publié une</p>
--	---

	<p>édition en dialecte suisse alémanique de son rapport annuel 2012.</p>
<p><a href="http://www.20min.ch">www.20min.ch</a>  <b>« Le dialecte devient la seule langue d'enseignement »</b></p>	<p>L'enseignement en « <i>Hochdeutsch</i> » sera supprimé dans les classes d'école enfantine argoviennes, au profit du suisse-allemand.</p> <p>Les argoviens ont dit oui à 55,51% à l'initiative populaire « Oui au dialecte à l'école enfantine ». Pour les initiants, la langue parlée et les dialectes font partie de la culture suisse et renforcent l'identité.</p> <p>Le Canton doit faire face à une vague de défiance qui surgit dans plusieurs cantons alémaniques par rapport à l'enseignement en « bon allemand » à l'école enfantine.</p> <p>Zurich a ainsi approuvé en mai 2011, une initiative populaire similaire. Bâle-Ville disait « oui » à la fois à une initiative pour le dialecte à l'école enfantine et à un contre-projet fixant « des objectifs égaux » aux deux langues. Dans la question subsidiaire, ils ont donné la priorité au contre-projet. Le canton de Lucerne a rejeté en septembre dernier, une initiative des jeunes UDC. Ils ont adopté le contre-projet qui fixe le cadre de la cohabitation entre le suisse-allemand et le « <i>Hochdeutsch</i> ». La Landsgemeinde de Glaris a également refusé il y a un an, une initiative similaire tout comme le canton de Soleure.</p>

Mittwoch 21.05.14 - Blick am Abend

<p><a href="http://www.blickamabend.ch/">http://www.blickamabend.ch/</a>  <b>“Erich Hess will Rüeblì im Kanton“</b></p>	<p>Nur Mundart im Kindergarten? Nach der Abstimmung im Aargau verlangt Erich Hess ein solches Gesetz auch für Bern.</p> <p>Erich Hess – SVP-Grossrat – sagte, dass man die Kleinsten doch wenigstens im Kindergarten Kinder sein lassen solle. Deshalb fordert der Politiker, dass die Unterrichtssprache in der Vorschule grundsätzlich Mundart sein müsse. Gemeint sind damit der Kindergarten und die ersten zwei Jahre der Basisstufe (Primarschule?).</p> <p>Herr Hess wird die entsprechende Motion in der Juni-Session des Kantonsparlaments einreichen. Gemäss Hess ist der pädagogische Nutzen von Hochdeutsch im Kindergarten mehr als fraglich. Darum argumentiert er: „Eine zusätzliche Sprache</p>
---	---

	<p>– wie das Hochdeutsche – nährt in diesem Alter den Boden für sprachliche Verunsicherung“. Diese Aussage trifft er allerdings ohne Angabe von Quellen oder Studien. Hess betont, gerade für Kinder aus Integrationsfamilien sei es wichtig, dass sie bereits früh in Kontakt mit der Mundart kommen.</p> <p>Abstimmungen aus anderen Kantonen zeigen, dass sein Begehren durchaus eine Chance hat. Im Aargau sprachen sich die Wähler am letzten Wochenende für die Initiative „Rüebli statt Karotten“ aus und in Zürich wurde bereits vor drei Jahren die Initiative „Ja zu Mundart im Kindergarten“ mit deutlicher Mehrheit angenommen. In anderen Kantonen wurden ähnliche Vorlagen jedoch verworfen.</p>
--	--



Mercredi 28.05.14 – L'Hebdo

[www.hebdo.ch](http://www.hebdo.ch)

La chronique de Werner De Schepper

### « Rüepli » plutôt que carottes

werner.deschepper@azmedia.ch

Les politiciens UDC et démocrates suisses montrent une inclination pour les minorités. D'ailleurs, ils ont été les premiers du pays à remarquer que les *Rüepli* suisses alémaniques étaient en danger à cause des carottes allemandes. Raison pour laquelle ils ont lancé une initiative exigeant qu'au jardin d'enfants on ne parle que le dialecte.

Cependant, en vérité, il ne s'agit pas du sauvetage des *Rüepli* mais bien d'embêter les *Tschinggeli* d'aujourd'hui, les « *Kosovo-Albaner-li* » et les « *Afrikaner-li* » : « *Die söue zerscht mou rede wie mer !* » (ils doivent commencer par parler comme nous). Ces enfants, qui sont dans le collimateur, sont justement ceux qui ont le moins de problèmes à s'exprimer sans inhibition.

Le dialecte est vu comme un moyen de se démarquer, c'est pour cette raison que les Argoviens ont voté oui à l'initiative des démocrates suisses. Celui qui ne maîtrise pas le dialecte est un étranger, le dialecte ne sert pas l'intégration mais l'exclusion.

« Dans ce canton frontalier, beaucoup de Suisses à dialecte ressentent tous les jours au travail que leurs collègues allemands savent tout simplement mieux l'allemand, sûr que beaucoup d'entre eux ont aussi dit oui à l'initiative pour pouvoir enfin faire une vacherie à ces Allemands par le biais de la langue ». Dorénavant, toutes les jardinières d'enfants allemandes devront prendre un cours de dialecte.

Le jardin d'enfants argovien sera une tour de Babel de dialectes.

Cependant, ceux qui souffriront le plus seront les enfants suisses autochtones. Effectivement, tandis que les nombreux enfants d'origine allemande parlent déjà l'allemand à la maison, les Suisses à dialecte ne pourront apprendre l'allemand standard qu'après le *Chindsgi*, donc deux ans plus tard qu'aujourd'hui.

Avec leur oui à l'initiative sur le dialecte, les Argoviens refusent à leurs enfants la possibilité d'apprendre l'allemand à temps. Les petits-bourgeois argoviens ont joué un sale tour à leurs propres enfants.



